



## **Études de conformité relative à la sécurité incendie, Bâtiments A&B du Campus Lettres et Sciences Humaines**

**23 Boulevard Albert 1<sup>er</sup> - 54000 Nancy**

**MAÎTRISE D'OUVRAGE :**  
UNIVERSITE DE LORRAINE

**LIEU :**  
**UNIVERSITE DE LORRAINE – Campus Albert 1<sup>er</sup> / CLSH – Bâtiments A&B**  
**23 Boulevard Albert 1<sup>er</sup> - 54000 Nancy**

**OBJET :**  
Recrutement d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour établir **un diagnostic et définir un plan d'actions chiffré de mise en sécurité incendie du bâtiment A&B sur le campus Lettres et Sciences Humaines.**

## I. CONTEXTE :

Le campus Albert 1<sup>er</sup> / Campus Lettres et Sciences Humaines (CLSH) est composé d'une dizaine de bâtiments principalement à usage d'enseignement mais l'on retrouve également des bâtiments administratifs, une bibliothèque, une maison des étudiants et des installations sportives.

L'objet de l'étude correspond à l'ensemble formé par les bâtiments A et B constituant un unique ERP indépendant de 1<sup>ère</sup> catégorie de type R (pour un effectif déclaré de 5505 personnes).

Cet ensemble immobilier est composé principalement d'espace d'enseignement (salles banalisées et amphithéâtres), ainsi que de locaux annexes. Il héberge également différents autres usages (bibliothèques, archives, bureaux, un musée, un foyer et des locaux associatifs étudiants, une cafétéria gérée par le CROUS, des locaux techniques et des ateliers des services techniques...).

Bâtiment A :

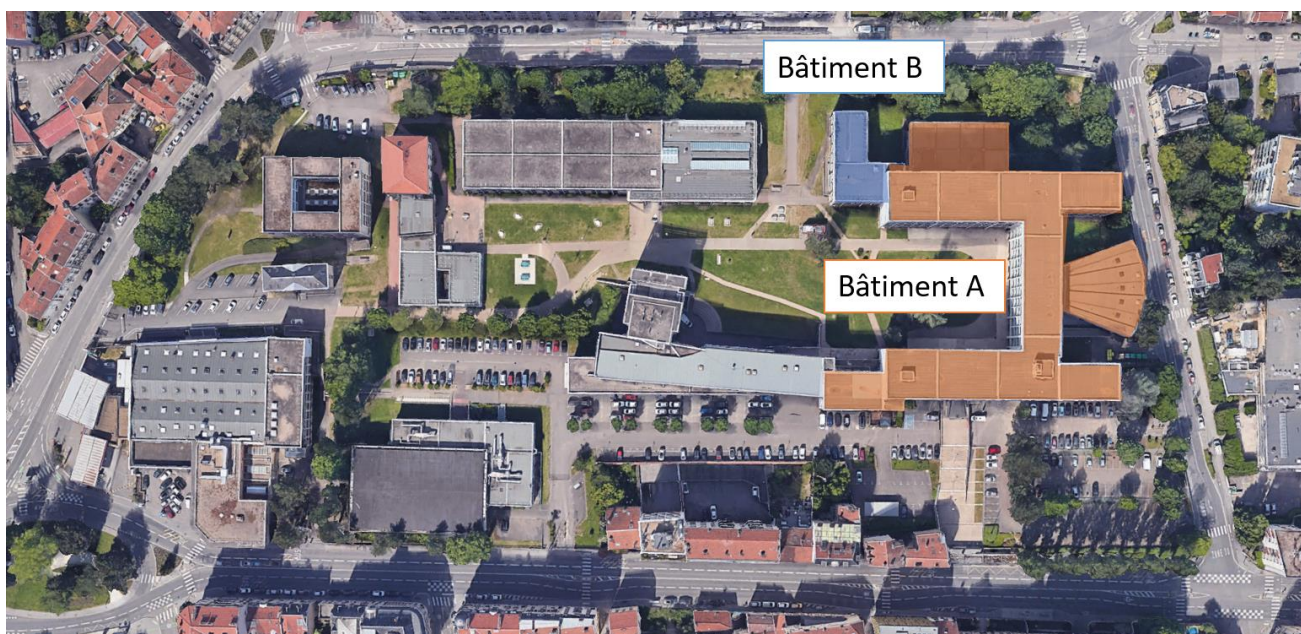
- Construction début des années 60
- 12162m<sup>2</sup> de surface utile
- R+4 avec sous-sol.

Bâtiment B :

- Construction fin des années 60
- 1148m<sup>2</sup> de surface utile
- R+2 avec sous-sol

Les bâtiments A et B font par ailleurs l'objet d'une rénovation passive (amélioration énergétique des façades et mise en place d'une ventilation) depuis juin 2025.

Le diagnostic devra tenir compte de ces travaux en cours afin de ne pas générer de prescriptions contradictoires, et de mettre en évidence les éventuelles interactions entre mesures de mise en sécurité incendie et les travaux d'amélioration de la performance énergétique.



L'ensemble du parc immobilier de l'Université de Lorraine a fait l'objet d'un audit général (sécurité incendie, accessibilité et vétusté) en 2009 et a été remis à jour en 2024.

Ces audits généraux ont mis en avant de nombreux défauts concernant la sécurité incendie (principalement dus à la conception originelle du bâtiment) notamment : l'isolement des locaux et des escaliers en nombre insuffisant, un nombre de dégagements non réglementaire, etc. Il a également été soulevé en interne le sujet de la surexploitation en effectif des bâtiments.

Depuis la création de l'Université de Lorraine en 2012, l'établissement est sous avis favorable de la commission de sécurité (dernier avis en octobre 2022).

Néanmoins, suite à l'alerte donnée lors de l'audit du patrimoine immobilier, l'Université de Lorraine a décidé de réaliser une étude de sécurité incendie complète afin de connaître précisément l'état réglementaire de cet établissement et de pouvoir définir un plan de travaux chiffrés à réaliser afin de mettre en sécurité les usagers et personnels de l'Université de Lorraine, objet de la présente consultation.

## **II. PRESENTATION DE L'OPERATION :**

### **2.1. Le maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Université de Lorraine, sous-direction Prospective et Stratégie Immobilière.

Le responsable de projet et l'interlocuteur principal est M. Jérémy VAZ.

### **2.2. Les utilisateurs**

Ils sont représentés par le responsable du service technique de site, M. Tristan GESCHLECHT.

### **2.3. L'assistance à maîtrise d'ouvrage**

L'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) se voit confier des études pré-opérationnelles comprenant :

- La réalisation d'un diagnostic complet de sécurité incendie
- La réalisation d'un scénario de mise en conformité et d'un scénario de mise en sécurité acceptable par le SDIS
- Le chiffrage de ces scénarios par thématiques et par lot
- La planification de ces travaux dans le temps (phasage)

Le prestataire devra démontrer :

- Une expérience avérée en diagnostics incendie sur ERP de grande capacité (universités, hôpitaux, centres commerciaux, etc.).
- Une connaissance générale TCE (y compris structure et lots techniques notamment CFO/CFA, SSI et CVC) de la conception bâtiminaire.
- Une maîtrise de la réglementation incendie ERP type R, 1ère catégorie.
- Une connaissance approfondie des normes SSI (NF S 61-9xx, NF EN 54).
- Une compétence accrue en économie de la construction

### **III. CONSISTANCE – MODALITES D'EXECUTION – OBJECTIFS DE LA MISSION :**

L'AMO devra accompagner le maître d'ouvrage dans la **phase d'analyse et de définition d'un scénario de mise en sécurité** en s'appuyant sur un diagnostic à réaliser en préalable.

L'objectif consiste à produire deux **scénarios chiffrés de faisabilité**, intégrant à la fois :

- Les exigences réglementaires (mise en conformité)
- Les contraintes d'exploitation et de soutenabilité financière (mise en sécurité pragmatique)

#### **3.1 Pièces contractuelles du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générale (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles de 2021, les documents contractuels régissant le présent marché sont les suivants :

- L'acte d'engagement
- Cahier des clauses particulière et programme (CCP)
- Le Cahier des clauses administratives générale des marchés (CCAG) de prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021)

Sans qu'il soit nécessaire d'en faire une liste exhaustive, la réglementation applicable aux présentes missions concerne notamment :

- Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 25 juin 1980 portant Règlement de Sécurité contre l'Incendie et les risques de Panique dans les établissements Recevant du Public (ERP)
- Arrêté du 13 janvier 2004 – Dispositions particulières au Type R

#### **3.2. Détail de la mission**

##### **3.2.1. Phase 1 – Diagnostic**

- Analyse documentaire : Plans existants, notices techniques, DOE éventuel, rapports de bureaux de contrôle, rapports de la commission de sécurité, etc
- Visite(s) sur site : Inspection complète des bâtiments A et B, y compris les locaux techniques
- Échanges avec la Direction du site pour comprendre l'usage réel des locaux et les contraintes d'exploitation.
- Diagnostic :
  - Vérification du respect des exigences réglementaires en matière d'isolement, de compartimentage, de résistance au feu, d'évacuation, de désenfumage, de SSI, électricité, CVC et tout autre élément rentrant dans le champ d'exigence du règlement de sécurité.
  - Vérification de la cohérence entre l'effectif déclaré et l'effectif réel fréquentant le site.
  - Évaluation des risques induits par la suroccupation du site si celle-ci devait être avérée.
- Réunion de présentation

L'objectif de cette phase est de réaliser un diagnostic approfondi en matière de sécurité incendie, afin d'identifier et de hiérarchiser précisément les différents enjeux. Elle constitue également pour le prestataire une opportunité d'appréhender les différentes problématiques et pathologies

constatées sur site, de manière à élaborer une vision globale et claire de l'état du bâtiment. Cette analyse permettra de définir des scénarios de mise en sécurité réalistes, assortis de chiffrages cohérents et intégrant l'ensemble des défauts relevés.

### **3.2.2. Phase 2 – Élaboration de deux scénarios de mise en sécurité**

- Définition de deux hypothèses distinctes :
  - Un scénario **strictement conforme**
  - Un scénario **alternatif** reposant sur une mise en sécurité acceptable par les services instructeurs (demandes de dérogations éventuelles notamment)
- Description et chiffrage sommaires des scénarios par thématiques et par grands postes de dépenses / lots
- Hiérarchisation des points bloquants / négociables
- Réunion de présentation

Le scénario strictement conforme permettra de connaître à long terme les travaux de sécurité incendie à mener sur site.

Le scénario alternatif permettra de connaître à court/moyen terme les travaux à mener et servira de base de discussion avec le SDIS.

L'objectif est d'identifier des solutions techniquement recevables, financièrement soutenables et pragmatiquement compatibles avec l'exploitation du campus.

Le prestataire devra clairement préciser les études complémentaires à mener et le potentiel impact sur la faisabilité du projet. Le chiffrage final de chaque scénario devra comprendre un coefficient adéquat suivant le degré d'incertitude identifié permettant de définir un budget opération cohérent.

L'ensemble de ces éléments devra permettre à la maîtrise d'ouvrage d'intégrer un plan d'actions sous forme d'une ou de plusieurs opérations de travaux dans sa programmation pluriannuelle des investissements.

### **3.2.3. Phase 3 – Recommandations/Synthèse**

- Proposition d'un scénario préférentiel
- Note de synthèse assortie d'un programme sommaire décrivant les grands postes de travaux par bâtiment et/ou lot, ainsi que les préconisations de phasage éventuelles.
- Outre la note technique détaillée, le prestataire remettra une synthèse de 4–5 pages, rédigée dans un langage non technique, à visée pédagogique, destinée à la gouvernance universitaire et aux utilisateurs.

### **3.3. Livrables attendus**

- Un rapport de diagnostic détaillé, incluant un tableau des écarts et une hiérarchisation des priorités.
- Des plans annotés (format PDF et DWG exploitable) indiquant les zones non conformes et les préconisations.
- Deux scénarios de mise en sécurité :
  - Tableau comparatif
  - Argumentaire technique et réglementaire
  - Estimation des coûts



- Schémas fonctionnels SSI
  - Liste d'études complémentaires à mener
- Comptes-rendus de réunion AMO-MOA
- Note de synthèse des scénarios et recommandations finales (une version technique et une version simplifiée type grand public pour la gouvernance et les utilisateurs).

Les livrables seront remis au format numérique au MOA.

Les livrables pourront être repris à la demande de l'Université de Lorraine, jusqu'à leur validation, dans un cadre raisonnable et proportionné aux exigences du présent cahier des charges.

### 3.4. Calendrier

Code	Désignation du livrable	Délai d'exécution
Phase 1	Rapport de diagnostic	<ul style="list-style-type: none"><li>- Visite sous 4 semaines à compter de la date d'OS de la mission</li><li>- Rapport sous 8 semaines à compter de la date d'OS de la mission</li></ul>
Phase 2	Dossier comprenant les 2 scénarios chiffrés	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous 4 semaines à compter de la date de validation du livrable phase 1</li></ul>
Phase 3	Note de synthèse/ recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous 2 semaines à compter de validation des livrables phase 2</li></ul>

### 3.5. Documents remis par l'Université pour la réalisation de la mission

- Plan de masse
- Plans de niveaux du bâtiment
- Rapports de vérification périodique (triennale SSI, installations électriques, éclairage de sécurité, désenfumage, rapports de maintenance, ...) qui seront remis par le service technique de site lors de la visite des lieux,
- Les derniers procès-verbaux de la commission départementale de sécurité, d'incendie et de secours
- Les diagnostics techniques de mise en sécurité et d'accessibilité réalisés en 2010 et en cours de mis à jour dans le cadre de l'audit du patrimoine immobilier

Le prestataire précisera sous 5 jours après la notification du marché les documents complémentaires dont il aurait besoin dans le cadre de sa mission.

### 3.6. Modalités de financement et de paiement :

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours.  
Le financement est assuré sur les fonds propre de l'établissement.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'Ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par le Titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Les sommes dues au(x) Titulaire (s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas de groupements conjoints, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, il est dérogé à l'article 12.1.1 du CCAG-PI et le paiement se fait sur un compte unique ouvert au nom du mandataire du groupement.

Dans le cas des groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement et à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

Chaque demande comportera le compte rendu d'avancement de la mission considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.